

réforme des opérations de soutien de la paix. Le rapport du Comité Brahimi évalue les obstacles qui empêchent les Nations Unies de réagir rapidement et efficacement. Il attire l'attention sur l'élément civil des opérations de soutien de la paix et met en évidence les problèmes, y compris les pratiques de personnel inadéquates. Le rapport recommande d'avancer plus rapidement dans le domaine de l'élément civil du Système des forces en attente des Nations Unies et de réorganiser le Programme des volontaires des Nations Unies.

À part les Nations Unies, des organisations régionales s'intéressent également aux questions de sécurité. Parmi elles, la plus active est l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'OSCE a de l'expérience dans différents domaines, par exemple : observations d'élections, respect des droits de la personne, promotion de la liberté des médias et surveillance des frontières. D'une certaine façon, cette nouvelle ère d'opérations de soutien de la paix est le résultat de la Mission de vérification au Kosovo, mission civile non armée pour laquelle l'OSCE avait reçu le mandat de surveiller un cessez-le feu entre les forces yougoslaves et les Kosovars, de veiller au respect des droits de la personne, de contribuer à l'établissement de structures démocratiques et de préparer un éventuel vote sur le statut futur du Kosovo. *En dépit du fait que la mission s'est terminée par une évacuation, les leçons qu'on en a tirées ont joué un rôle essentiel pour la compréhension des besoins et de la dynamique des opérations de soutien de la paix d'aujourd'hui.* L'OSCE a abandonné ses anciennes méthodes *ad hoc* de recrutement des membres des missions et a développé un mécanisme désigné par le sigle REACT (programme des équipes d'assistance et de coopération rapides). Elle a rationalisé ses processus de recrutement et a mis en œuvre de nouvelles méthodes informatiques permettant de déployer plus efficacement ses missions.

Voici quelques-unes des caractéristiques générales qui distinguent les opérations de soutien de la paix des initiatives techniques, de consolidation de la paix, etc. :

- Temps de réponse extrêmement court
- L'ensemble optimal de compétences comprend l'expérience antérieure d'un conflit, la participation à une mission organisée après un conflit, une formation en sécurité personnelle, en premiers soins, en gestion du stress, etc.
- Tâches axées sur la mission plutôt que sur des objectifs
- Missions à court terme.

Beaucoup des éléments du mandat des missions actuelles se retrouvent dans la politique canadienne de sécurité humaine. La Banque canadienne de ressources pour la démocratie et les droits de la personne (CANADEM) compte parmi les mécanismes canadiens de soutien de la paix. Établie en 1997, CANADEM agit indépendamment du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et tient des listes de Canadiens disposés à participer à des opérations internationales. Toutefois, CANADEM n'est pas un organisme de déploiement. Dans le cas du Kosovo, CARE Canada a assuré les services de déploiement pour les Canadiens. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a également participé de près aux opérations de soutien de la paix, s'occupant de financement et d'élaboration de programmes, de